

## Médias et construction des identités collectives en Méditerranée

Compte rendu du séminaire  
Casablanca, les jeudi 30 novembre et vendredi 1<sup>er</sup> décembre 2006

Le séminaire organisé par l'Ifri les 30 novembre et 1<sup>er</sup> décembre 2006, à Casablanca, en partenariat avec la Fondation du roi Abdul Aziz s'inscrivait dans le cadre du projet Ramsès<sup>2</sup> (réseau d'excellence en sciences humaines et sociales rassemblant 33 instituts et laboratoires d'université de l'ensemble du pourtour méditerranéen) de la Commission européenne.

Depuis quelques années déjà, l'Ifri porte un intérêt particulier aux nouveaux médias, essentiellement dans le Monde arabe, et à la manière dont ils deviennent des acteurs à part entière des relations internationales.

Le séminaire de Casablanca avait pour objet d'analyser la place des médias dans les sociétés des pays méditerranéens et de considérer leurs effets sur les scènes politiques et les comportements des utilisateurs.

Les médias deviennent, à certains égards, des sortes d'éducateurs en matière de comportements privés. Ils sont également susceptibles de modifier en profondeur les relations entre les citoyens et ceux qui les gouvernent et expriment parfois une autre façon de penser la politique et le monde. Ils contribuent à la formation d'identités collectives.

Par ailleurs, les nouvelles technologies de l'information ont réduit les moyens de contrôle des espaces nationaux (**Larbi Chouikha**). Il n'est en effet plus possible pour les

gouvernants de censurer l'information ou de décider du moment où les citoyens peuvent être informés, le satellite ayant mis un terme à ces pratiques. Les nouveaux médias ignorent le national et contribuent à faire disparaître le monopole de la parole légitime (**Khaled Hroub**).

Mais la dimension panarabe de ces nouveaux médias a certainement été surestimée par les sociologues de l'information, d'autant que nous manquons considérablement d'études sur les pratiques culturelles qui nous permettraient de parler d'une véritable communauté d'utilisateurs (**Franck Mermier**).

Au plan international, ces médias ont montré qu'ils pouvaient dans certains cas se substituer à des gouvernants en perte de légitimité et de représentativité. Coincés entre dépendance à Washington et opinions publiques farouchement hostiles à l'Amérique, les gouvernants arabes s'enferment dans un mutisme sans avoir les moyens d'empêcher les médias de se substituer à eux en tant qu'interlocuteur de la puissance américaine. Dans ce sens, on peut considérer que la reconfiguration de l'espace médiatique est en train de modifier l'ordre des relations internationales, de même qu'ils sont peut-être un facteur d'intégration des Arabes dans l'espace mondialisé (**Omar Saghi**).

Toutefois, la force des nouveaux médias et la réception d'émissions par satellite ne devraient pas faire oublier la survivance des anciens médias qui continuent d'exister. (**Tourya Guaybess**). De fait, ils ne se sont pas substitués à leurs prédécesseurs mais sont venus s'ajouter à eux dans le paysage médiatique.

Un autre axe de réflexion a également été considéré : à qui profite cette modification du champ de l'information ? En effet parallèlement à la « révolution cathodique », la presse écrite est de plus en plus libre dans nombre de ces pays. Au Maroc par exemple, la multiplication des journaux dits de la « nouvelle presse », plus de 700 titres qui constituent une « étonnante richesse » (**Mohamed Tozy**), est venue accompagner l'alternance politique. Mais dans ce jeu d'ouverture du système politique, les journaux ont été à la fois des outils de la contestation du régime autant qu'ils ont été mis en avant par le pouvoir comme signes d'ouverture et de liberté d'expression.

Mais l'irruption d'une nouvelle presse ne s'inscrit pas forcément dans la durée, l'Algérie de la fin des années 80 et du début des années 90 a vu se multiplier le nombre de journaux libres et indépendants qui ont totalement disparu par la suite (**Djafer Saïd**).

Si durant ces deux journées de séminaire, l'accent a été prioritairement mis sur les nouveaux médias arabes, le rôle joué par les médias dans d'autres pays méditerranéens a aussi été examiné, dans l'Italie de Berlusconi, par exemple, où le cumul de *l'imperium* médiatique et le pouvoir politique a faussé le jeu de l'expression normale du pluralisme politique (**Luca Guzzetti**).

Les événements relatés par les médias et en particulier la presse peuvent connaître des interprétations différentes selon les aires culturelles. **Thomas Deltombe** l'a bien illustré par son analyse de l'affaire Rushdi et les caricatures du prophète Mohamed. **Daniel La Parra** a également montré que le traitement médiatique de Ceuta et Mellila était fort différent en Espagne et au Maroc, et que cette différence s'accusait en temps de crise.

Mais au-delà de ces aspects qui s'inscrivent dans les paysages médiatiques très contemporains, **Jean-Yves Empereur** nous a expliqué 200 ans de presse francophone en Egypte. Moins éloignée dans le temps, **Maryline Crivello** a montré l'évolution du traitement télévisuel du thème de la Méditerranée ces cinquante dernières années.

Si les médias ont été perçus tour à tour, comme facteur de transformation du système international et comme contre-pouvoir politique, la réflexion a également porté sur les médias et imaginaires politiques. Tous les médias furent considérés : la presse bien sûr, la télévision dont chacun mesure l'importance dans la vie publique et plus encore dans certaines aires comme le Monde arabe (**Khaled Hroub**), ou encore Internet dont **Samuel Bordreuil** a pu se demander s'il s'agissait d'un média de masse. Enfin les blogs, aujourd'hui considérés comme un nouveau moyen dont disposent les citoyens pour débattre.

En organisant cette manifestation à Casablanca, il s'agissait pour l'Ifri d'opérer quelques modifications dans ses pratiques habituelles qui consistent à inviter universitaires, journalistes ou observateurs de la vie politique marocaine à s'exprimer dans ses locaux parisiens et de provoquer un échange avec le public parisien. Dans ce cas précis, les intervenants, qu'ils soient sociologues des médias, historiens, journalistes, ont fait le déplacement au Maroc et ont pu débattre avec un large public.

En outre, le choix de ce pays était tout à fait significatif puisque nous avons pu observer, ces dix dernières années, une véritable explosion de nouveaux titres et la naissance d'une presse relativement libre, venue bousculer les tabous traditionnels.